



Le maître de forges

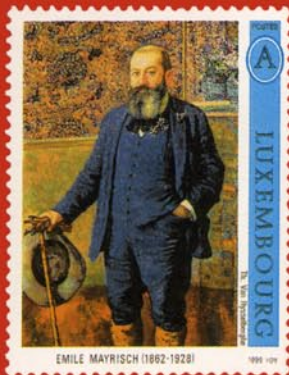
Émile Mayrisch

et son épouse Aline

Puissance et influence
au service d'une vision



BANQUE
DE LUXEMBOURG



Émile Mayrisch,
tableau dû au peintre
belge Théo van
Rysselberghe.
Ce timbre commun
à la Belgique
et au Luxembourg
ne comporte pas
de valeur faciale.
La lettre A indique
une validité
permanente pour
un envoi postal
standard
(valeur faciale
en 1999 : 16 LUF)

Le maître de forges Émile Mayrisch (1862-1928) et son épouse Aline (1874-1947)

Puissance et influence au service d'une vision

Émile Mayrisch est né le 10 novembre 1862 à Luxembourg-Eich et est décédé le 5 mars 1928 à Châlons-sur-Marne des suites d'un accident de voiture. Il était maître de forges et en tant que créateur de l'ARBED (Aciéries réunies de Burbach, Eich et Dudelange) un des hommes les plus puissants du Grand-Duché. Son épouse Aline de Saint-Hubert est née à Luxembourg le 22 août 1874 et morte à Cabris (France) le 20 janvier 1947. Un seul enfant est né de ce mariage. Andrée (1901-1976) épousera en 1929 Pierre Viénot, publiciste, député socialiste français et sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le Gouvernement du front populaire de Léon Blum. Il ralliera par la suite la France libre du Général de Gaulle à Londres et mourra en 1944. Sans descendance directe, le couple adoptera deux enfants.

Émile Mayrisch

(E. Kutter 1918)



Voilà les principaux protagonistes de cet essai qui se propose d'analyser le problème de la puissance dans cette zone grise qu'est la rencontre entre les pouvoirs publics et la société dite civile. Quelles sont les possibilités dont dispose un homme comme Mayrisch pour influencer les autres et les amener à ses vues? Quels sont les canaux dont il se sert? L'approche se fait à partir d'une perspective luxembourgeoise et d'un personnage influent qu'on ne peut pas séparer de son épouse qui non

Aline Mayrisch,

née de Saint-Hubert



Andrée Mayrisch,
fille d'Émile et
Aline Mayrisch,
tableau de Théo
van Rysselberghe,
1913

seulement la seconde, mais à beaucoup d'égards le complète. Dans et autour de ce couple on voit se croiser et s'entremêler l'économie, la politique et la littérature en un mélange étonnant qui explique la fascination que les Mayrisch ont suscitée. La politique et l'économie ont toujours essayé de se servir l'une de l'autre, de s'allier ou de s'opposer. Il est plus rare de voir la littérature s'y mêler.

Un magnat de l'acier qui se passionne pour la politique tant au niveau international que luxembourgeois et adore tirer les ficelles dans les coulisses, et une dame du monde qui parce qu'elle est cultivée sait dépasser le seuil des mondanités, forment une équipe qui n'a pas sa pareille.

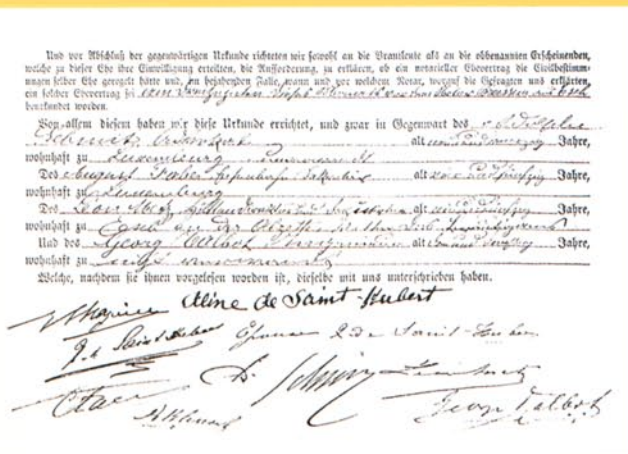


On ne s'étonnera donc pas qu'Émile et Aline Mayrisch aient attiré l'attention des chercheurs. Sur le plan luxembourgeois on mentionnera Tony Bourg, Marcel Engel, Germaine Goetzinger, Cornel Meder, Jules Mersch, Jean-Claude Muller, Joseph-Émile Muller, Franck Wilhelm et Jeanine Wurth-Rentier et l'on signalera tout particulièrement la revue *Galerie*, éditée par C. Meder, qui consacre plusieurs dossiers au cercle de Colpach. La dimension internationale d'Émile Mayrisch et les relations littéraires de son épouse expliquent l'intérêt de nombreux chercheurs étrangers. On citera, à titre indicatif, Fernand L'Huillier, Jacques De Launay, Jacques Bariéty, Ekkehard Blattmann, Guido Muller, Hans Manfred Bock, Daniel Durosay. Les nombreuses relations littéraires d'Aline Mayrisch avec des écrivains et savants tels qu'André Gide, Jacques Rivière, Jean Schlumberger, Ernest Robert Curtius,

Acte de mariage
des Mayrisch
(15 septembre 1890)

Anneta Kolb, Marie Delcourt, Maria van Rysselberghe etc. font que son nom et celui de son époux apparaissent dans de nombreuses études consacrées à ces auteurs.

On étudiera le comportement de ces deux personnalités et principalement celui d'Émile Mayrisch sur la base de deux études de cas, la difficile situation du Luxembourg à l'époque de la première guerre mondiale et les tentatives de rapprochement franco-allemand au cours des années 1920. Mais auparavant, il importe de présenter ces deux figures de proue.



Un homme d'imagination

Émile Mayrisch est né à Eich qui était en 1862 un faubourg industriel de Luxembourg. S'y trouvait notamment l'entreprise sidérurgique Auguste Metz et Cie, à l'époque dirigée par Norbert Metz (1811-1885), frère d'Auguste (1812-1854). Le père d'Émile Mayrisch était médecin et avait épousé Mathilde Metz, nièce de Norbert Metz, homme d'influence, alliant la puissance économique au pouvoir politique : ministre, député pour ainsi dire inamovible, propriétaire de journal, chef de file des forces libérales. Il a pu servir de modèle à Mayrisch. Son cousin, Émile Metz, également député, continuera l'œuvre de Norbert. Un autre cousin, Léon Metz, futur président du conseil d'administration de l'ARBED, sera lui aussi député. Bref, Mayrisch naît dans un milieu où économie et politique s'entrelacent. Il y ajoutera, par l'entremise de son épouse, la dimension littéraire.

Dans l'ouvrage qu'il a consacré à Mayrisch, J. De Launay dit : « Rien ne destine à la sidérurgie ce jeune homme studieux et imaginaire ». Dans cette phrase il y a à prendre et à laisser. Mayrisch, pas destiné à la sidérurgie ? Avec le background familial qui est le sien ! À vingt-trois ans il entre dans l'usine de Dudelange que son grand-oncle venait de créer. Était-il studieux ? Ce n'est pas évident. Il avait entrepris des études d'ingénieur à l'École polytechnique d'Aix-la-Chapelle et la quitta au bout de quatre ans, sans diplôme final. Était-il imaginaire ? Certainement, tant sur le plan technique que sur celui de la gestion.

Sa carrière sera rapide. En 1897, à l'âge de 35 ans, il devient directeur de l'usine de Dudelange, à l'époque la plus moderne du pays. Son poste de directeur lui donne de l'ascendant. Dès 1911, il réalise l'œuvre de sa vie en réunissant dans une même société les usines de Burbach, Eich, Dudelange et Esch. L'ARBED est née. Le capital est en majeure partie belge et luxembourgeois. De 1911 à 1918 Mayrisch remplit la fonction de directeur général technique.

Arrêtons-nous un instant pour placer Émile Mayrisch dans le contexte. Depuis 1842 le Grand-Duché fait partie du *Zollverein*. Ce traité d'union douanière qui, compte tenu de la disproportion

La maison natale
d'Émile Mayrisch à Eich



des partenaires, équivalait à une annexion économique, était au début renouvelé tous les cinq ans. Avec les investissements de plus en plus lourds qu'exigent les usines sidérurgiques modernes, les industriels et banquiers demandent des tranches chronologiques bien plus longues. En 1872, le *Zollverein* est prolongé jusqu'en 1912. En 1902, il est prorogé par anticipation jusqu'au 31 décembre 1959. Mayrisch ne peut prévoir son avenir et celui de ses usines que dans le cadre de l'Allemagne.

Les années d'avant 1914 sont celles des grandes concentrations et fusions. À la veille de la Grande Guerre, il ne subsiste plus que cinq entreprises sidérurgiques dans le pays. L'ARBED est une des plus importantes, mais elle doit partager les marchés extérieurs et notamment le marché allemand avec deux grandes sociétés allemandes, la *Gelsenkirchener Bergwerks A.G.* à Esch et la *Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten A.G.* à Differdange.

À côté du grand bassin industriel de la Ruhr s'était formé à la fin du XIX^e siècle un nouveau bassin, celui du Sud-Ouest qui constitue un véritable triangle lourd com-



L'usine de Dudelange
au début du XX^e siècle

prenant la Sarre, la Lorraine annexée et le Luxembourg qu'aucune frontière douanière ne séparait de ces deux régions. La concurrence entre les deux bassins est vive et la Ruhr essaye de freiner son concurrent. Comprenant qu'ils n'y arriveraient pas, les maîtres de forges de la Ruhr décident de s'y associer. Des ententes tels que le *Deutscher Stahlwerksverband* (1904) et le « Syndicat général des fontes » (1911) mettent fin à la rivalité.

Émile Mayrisch a vécu ces deux phases, celle de l'affrontement et celle de l'entente. Il a bien compris que face à un concurrent il n'y a que deux possibilités de s'affirmer : le diminuer voire le détruire ou développer ses propres forces et trouver éventuellement un terrain d'entente avec lui.

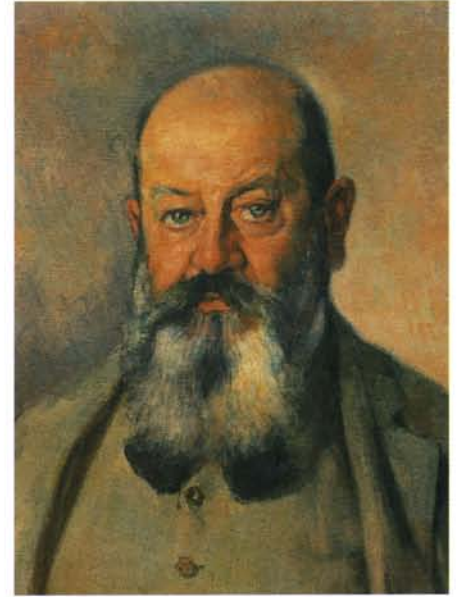
Comment se présente Mayrisch à la veille de la première guerre mondiale? À cinquante-deux ans il est dans la force de l'âge. Sa réussite est totale. En tant que directeur de l'usine de Dudelange, Mayrisch a pu mettre en évidence ses qualités de gestionnaire. Il se distingue cependant du gestionnaire classique par son esprit tourné

Émile Mayrisch
en 1920
(tableau de Théo
van Rysseberghe)

vers l'avenir. Un véritable chef doit faire grandir son entreprise, la développer constamment. À cette fin il faut de l'imagination créatrice. Mayrisch en possède en abondance. En 1909, il joue avec l'idée de construire des barrages sur l'Our et la Sûre. La fondation de l'ARBED (1911) et de l'Entente internationale de l'acier (1926) sont des actes créateurs de grande envergure. L'achat de terrains sur le canal de Gand en 1927 atteste ses capacités d'anticipation (sidérurgie maritime). L'usine de SIDMAR, construite au cours des années 1960, deviendra l'un des joyaux de l'ARBED.

À ce niveau-là le maître de forges luxembourgeois est bien servi par ses dons de diplomate, qualité qui n'est pas monnaie courante chez les barons du fer. Il peut donc faire preuve d'esprit de conciliation sans jamais perdre de vue le but initialement fixé. Ces qualités en feront l'homme rêvé pour œuvrer au rapprochement franco-allemand. Celui-ci n'est cependant pas à l'ordre du jour en 1914. Mayrisch est à la tête d'une entreprise sidérurgique qu'il a créée de toutes pièces et qui peut soutenir la comparaison avec les mastodontes allemands. Sa carrière a été favorisée, on s'en doute, par ses relations familiales mais aussi par ses qualités personnelles. C'est moins par son savoir-faire technique qui était solide que par ses qualités de dirigeant qu'il s'impose. Il s'avère un excellent meneur d'hommes, bien servi par une autorité pour ainsi dire naturelle qui émane de sa personne. L'écrivain J. Schlumberger, un habitué de Colpach, l'appellera tout simplement le « patron ». Il s'est encore révélé perspicace dans le choix de ses collaborateurs directs parmi lesquels Aloyse Meyer émerge.

En tant que chef, Mayrisch est autoritaire et à l'occasion, dur. Il dirige son entreprise d'une



La grandeur politique et militaire est indifféremment fondée sur la création ou sur la ruine. Dans la lutte de deux États ou de deux partis, peu importe – du moins jusqu'à présent – que l'on s'élève en accroissant effectivement sa propre puissance ou qu'on le fasse en détruisant celle de l'adversaire. La tactique de la guerre, de la diplomatie, parfois celle de la concurrence industrielle a recours aux deux méthodes et l'opportunité seule fait pencher pour l'emploi de l'une ou de l'autre. Or rien n'était plus contraire à l'esprit d'Émile Mayrisch que le cynisme d'une pareille hésitation dans le choix des moyens. Son effort a toujours été vers la création. Ses adversaires pouvaient sentir en lui un redoutable rival, mais guère un ennemi. Chaque fois qu'il l'a pu, c'est par l'accord, non par la lutte, qu'il a cherché de résoudre les conflits. Il était convaincu qu'on peut toujours trouver, par delà les vérités individuelles et contradictoires, une vérité plus large, offrant à chacun d'équitables conditions de vie; qu'à toute situation il y a une issue, dût-on, comme Magellan, chercher fort loin un passage vers l'Océan Pacifique.

La méthode
Mayrisch décrite par
Jean Schlumberger

Contraintes
économiques
et égards
sociaux

main ferme et peut se montrer intransigent, comme lors de la grande grève des ouvriers de la sidérurgie en juin 1917. Mais en même temps il apparaît comme un homme ouvert à la question sociale. Il est sincèrement intéressé par le bien-être de ses ouvriers et de leurs familles, comme en témoigne toute une série de mesures qu'il prend en tant que directeur de l'usine de Dudelange : mise en place d'un éconamat où les ouvriers peuvent acheter leurs vivres, du lait pasteurisé pour les enfants du personnel, une école en forêt pour enfants chétifs, prime de naissance, gratification pour les ouvriers dès 1907 etc. Mayrisch, un homme socialement ouvert ? Sans doute, mais dans l'esprit du patronat de l'époque, c'est-à-dire dans un esprit de paternalisme. Il s'en est expliqué en 1906 : « Warum wir das getan haben ? Nicht aus Mitleid, sondern aus Interesse. Aus dem Interesse, zu Mitarbeitern am gemeinsamen Unternehmen vollwertige Menschen heranzubilden, die im vollen geistigen und materiellen Gleichgewicht ihre Kräfte unbeschränkt betätigen können ». Dans ses conceptions sociales, Mayrisch est bien un patron allemand, c'est-à-dire il se conforme au modèle social dit rhénan. S'il paraît en avance sociale sur le patronat belge et français, il ne l'est pas vraiment sur celui d'outre-Rhin.

En 1914, le Luxembourg est solidement ancré dans la sphère d'influence de l'Allemagne. L'usine de Differdange et une partie de celles d'Esch appartiennent au capital allemand et sont dirigées par des cadres allemands. Pour ses propres usines Mayrisch donne la préférence à des hommes du pays, montrant par là son attachement à la patrie. Mais toutes dépendent de la Ruhr pour leur approvisionnement en charbon et des marchés allemands pour l'écoulement de leurs produits. Homme prévoyant, Mayrisch, encore directeur de l'usine de Dudelange, conclut en 1904 un contrat de livraison avec le *Eschweiler Bergwerks-Verein AG* (près d'Aix-la-Chapelle), grand propriétaire de charbonnages. En 1913, l'ARBED crée avec *Eschweiler* une communauté d'intérêts. L'industrie et avec elle tout le pays baignent dans une atmosphère allemande. Avec quelques bonnes raisons la diplomatie française voit dans le Grand-Duché moins un État indépendant qu'un satellite de l'Allemagne.

Il n'est donc pas étonnant qu'à beaucoup d'égards, Émile Mayrisch apparaisse comme un industriel allemand. Ici encore le sidérurgiste et le pays sont à l'unisson. Face au danger d'une

Le « patron »
dans une de ses
usines en 1925
(photo Kutter)





germanisation rampante – le slogan de l’heure est celui de la « pénétration pacifique » – les élites du pays se tournent culturellement vers la France. Mayrisch le fait à sa façon, par l’intermédiaire de son épouse qui, avant 1914, se tourne plus particulièrement vers la Belgique francophone et la France. La culture, contrepoids à l’invasion économique ! N’est-ce pas le pot de terre contre le pot de fer ? Mais nos ancêtres n’avaient pas d’autre choix, leur bien-être matériel étant étroitement lié à l’Allemagne. Mayrisch le savait mieux que quiconque.

Madame Mayrisch n’était pas simplement une femme très cultivée, intellectuellement tournée vers la France. Non, en bonne Luxembourgeoise elle rêvait de rapprocher la France et l’Allemagne. Émile Mayrisch faisait-il des rêves semblables sur le plan sidérurgique ? Il ne fallait pas y penser, les deux crises marocaines (1906 et 1911) ayant exacerbé le nationalisme des deux côtés du Rhin. En 1914, Mayrisch voyait l’avenir de l’ARBED et celui du Grand-Duché dans l’orbite de l’Allemagne. Il connaissait certes les maîtres de forges français, mais le traditionnel protectionnisme français limitait les transactions commerciales.

L’invasion allemande du 2 août 1914 vient bouleverser les plans de Mayrisch. La première guerre mondiale et ses séquelles le placent devant de nouveaux défis que ses qualités personnelles lui permettent de relever. Tourignons-nous vers son épouse.



Aline de Saint-Hubert
à l’âge de seize ans

Une femme engagée

Aline de Saint-Hubert a vingt ans quand elle épouse en 1894 Émile Mayrisch. Elle est issue d’une riche famille libérale. Son père, Xavier de Saint-Hubert, d’origine belge mais déjà né à Luxembourg, avait épousé Marie Mongenast, et tenait un commerce de bois en gros dans la capitale. Aline tient de son père l’intérêt pour la vie intellectuelle.

Jeune femme, elle se passionne pour les arts et les lettres. À l’âge de vingt-quatre ans (1898) elle publie ses premiers articles sur l’art allemand dans la revue *Art moderne*, éditée par Octave Maus à Bruxelles. Elle assume, dès le départ, un rôle que les intellectuels et artistes luxembourgeois affectionnent : être un pont entre l’Allemagne et la France. Aline Mayrisch s’attache à faire connaître la pensée alle-

mande dans les pays francophones, c'est-à-dire en France et en Belgique – cette dernière est à l'époque encore placée dans son ensemble dans la sphère culturelle de la France. À titre d'exemple, elle fera connaître à Gide le mystique Eckart et le poète R.M. Rilke. Le plus souvent, les intellectuels luxembourgeois engagés dans cette tâche choisissent la voie inverse, faire connaître la pensée française en Allemagne, à l'exemple de Nikolaus Welter et de Frantz Clement.

Aline Mayrisch fournit
une contribution
sur Rilke sous son nom
de jeune fille

C'est l'entrée en scène d'André Gide qui mettra à Madame Mayrisch le pied à l'étrier. En 1903, elle fait paraître dans la revue *Art moderne* un article sur *L'Immoraliste* que Gide avait publié l'année d'avant. Gide est enchanté par l'appréciation. Elle fera de même un compte rendu de la *Porte étroite*, parue en 1909. Une longue amitié en naîtra. Aline Mayrisch fera visiter l'Allemagne à Gide et à Madame Theo van Rysselberghe, la femme du peintre. Gide lui ouvre de nombreuses portes dans la France des arts et lettres. À Paris elle rencontrera, e.a., les collaborateurs de *La Nouvelle Revue Française* et notamment Jacques Rivière secrétaire, plus tard directeur de la revue, l'écrivain Jean Schlumberger, co-fondateur de la NRF et Jacques Copeau qui fonde en 1913 le Théâtre du Vieux-Colombier qu'elle subventionne discrètement.



Petit à petit Madame Mayrisch crée autour d'elle et autour de la demeure de Dudenlange un réseau littéraire, préfiguration de ce que sera Colpach dans l'entre-deux-guerres. Quelle a été la part de son époux? Il fournit le cadre matériel et le prestige social. Est-il impliqué davantage? En d'autres mots, quel est le degré d'intérêt du maître de forges? Est-ce l'intérêt amusé du mari qui trouve sa femme occupée de façon intelligente? Il est difficile de répondre à ce genre de questions. A-t-il déjà compris l'intérêt politique que ce réseau pouvait représenter? Sans doute non. D'abord parce que la situation internationale n'offre aucune marge de manœuvre. Le Luxembourg est dans la sphère d'influence de l'Allemagne, en apparence pour de bon. Des contacts français n'y changeraient rien et Mayrisch n'a aucun intérêt à ce que cela change. Ensuite, parce que le réseau est encore embryonnaire et trop unilatéralement orienté vers la France. La participation allemande viendra pour

l'essentiel après 1918. Mais une fois la guerre franco-allemande de 1914 déclarée, Émile Mayrisch comprendra vite l'avantage qu'il pourra tirer des contacts de sa femme.

Aline Mayrisch n'est pas qu'une femme cultivée qui consacre son temps aux arts et lettres. Le personnage a aussi une dimension sociale d'une grande richesse. Elle ne se lance pas dans la politique qui, avant 1914, est le domaine réservé des hommes. Ici comme ailleurs, la guerre permettra aux femmes de réaliser leur percée et les lendemains (1919) ne leur apportent pas seulement le droit de vote mais aussi la première femme élue député.

Fidèle à ses convictions libérales, Aline Mayrisch s'engage pour l'émancipation de la femme. À son mari les mesures d'amélioration de la condition ouvrière, à elle la sollicitude pour la condition féminine. Pour les femmes d'ouvriers bien sûr, mais aussi pour les femmes de la bourgeoisie.



Pierre commémorative
pour Aline Mayrisch
au Parc municipal de
Luxembourg

Sous l'impulsion d'Aline Mayrisch, efficacement appuyée par un petit groupe de femmes de la « bonne » bourgeoisie, est créé selon le modèle allemand un *Verein für die Interessen der Frau*. Madame Mayrisch tient à ce qu'il y ait une dénomination bilingue : « Association pour les intérêts de la femme ». Elle ne rate guère une occasion pour insister sur l'appartenance du Luxembourg à deux civilisations. Elle est tout à fait sur la ligne de Batty Weber avec sa théorie de la *Mischkultur*.

L'« Association » lutte pour faciliter l'accès des femmes à une activité professionnelle. Il s'agit ici d'une préoccupation des milieux bourgeois, car les femmes du peuple sont au travail depuis longtemps... par nécessité. L'« Association » lance une vaste enquête sur l'état des logements ouvriers et en dénonce les conditions misérables.

L'émancipation de la femme passe nécessairement par une meilleure formation des jeunes filles. L'enseignement post-primaire très limité qui existe à leur intention est entre les mains des congrégations religieuses. L'« Association pour les intérêts de la femme » plaide pour un lycée de jeunes filles à organiser sur une base non confessionnelle. Pour vaincre les réticences, Aline Mayrisch avec quelques consœurs et avec le *Volksbildungsverein* créée en 1909 une « Association pour la création d'un lycée de jeunes filles » et ouvre la même année, sur une base privée, la première

classe d'un enseignement secondaire. Devant le succès de l'entreprise, l'État reprend en 1911 le projet à son compte. De nouvelles perspectives de formation et d'emploi s'offrent aux femmes et l'accès à l'Université leur est assuré.

Idéologiquement, ces initiatives émanent des milieux libéraux, appuyés par des intellectuels socialistes. Elles se heurtent à l'opposition de l'Église et des associations catholiques. Les six années précédant la première guerre mondiale sont celles d'un affrontement droite-gauche, cléricisme-anticléricisme d'une violence extrême.

Ces âpres luttes politiques et idéologiques illustrent quelques contradictions auxquelles les Mayrisch n'échappent pas. Forts de leurs convictions basées sur l'idéal des lumières, ils plaident pour l'émancipation de l'homme en général et de la femme en particulier. Logiquement ils auraient dû s'engager en faveur du suffrage universel pour les hommes et pour les femmes. Or ils ne le font pas. Les libéraux ne peuvent guère s'y opposer sur le plan des principes, mais recourent à des subterfuges (les classes populaires et notamment les femmes ne seraient pas mûres pour l'exercice de ce droit) pour remettre aux calendes grecques une revendication susceptible de les gêner sur le plan politique. À ma connaissance Aline Mayrisch ne s'est pas manifestée lors des débats parlementaires qui en 1919 aboutissent à l'introduction du suffrage universel pour les hommes et les femmes. À la Chambre des députés, les libéraux sous la houlette de Robert Brasseur, beau-frère de Madame Mayrisch, s'y sont opposés.

Les milieux catholiques se trouvent face à la même contradiction mais retournée. Ils ne sont pas très chauds pour l'émancipation intellectuelle et sociale de la femme mais s'engagent en faveur du droit de vote pour les femmes.



Aline Mayrisch

Émile et Aline Mayrisch



Abordons la première étude de cas, celle de la première guerre mondiale pour analyser le pouvoir d'intervention des Mayrisch. Par la force des choses – les grands problèmes sont de nature économique et politique – Émile Mayrisch plus que son épouse se trouvera sous les feux de la rampe.

Un monde qui s'écroule

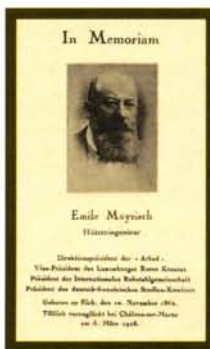
La violation de la neutralité luxembourgeoise par l'Allemagne (2 août 1914) et l'occupation du pays sont un véritable choc pour le monde politique et les milieux d'affaires. Le pays se sent ébranlé dans ses fondements, c'est-à-dire le respect des traités internationaux auxquels il doit son existence.

Au-delà des protestations verbales adressées par le ministre d'État Paul Eyschen au chancelier Bethmann Hollweg et par la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde à l'empereur Guillaume II, le Gouvernement a peu de temps pour élaborer sa réplique. Il a *grosso modo* le choix entre deux solutions. Une première qu'on pourrait qualifier de dure consisterait à rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne, violeur de la neutralité luxembourgeoise. Cette solution a pour elle la logique, mais elle aurait eu pour la population des conséquences jugées malheureuses: mise en place d'un gouvernement militaire et d'un régime d'occupation dur. Une seconde solution dite molle maintiendrait la politique de neutralité poursuivie depuis le

traité de Londres (1867), une neutralité tous azimuts, c'est-à-dire également face à l'Allemagne. Par-là le Gouvernement espère alléger le régime d'occupation et le sort de la population. Cette seconde solution qui est retenue arrange l'Allemagne sur le plan international. Elle limite l'occupation au seul aspect militaire et réduit au minimum les interventions allemandes dans les affaires intérieures du pays. Il y a, en revanche, peu de chances pour que cette politique trouve l'agrément des puissances alliées (France et Grande-Bretagne).

Le maintien de la politique de neutralité a été approuvée à l'unanimité par la Chambre des députés et par la population, à en juger par les réactions de la presse. Émile Mayrisch intervient à son tour avec l'autorité qui est la sienne. Très rapidement il fait afficher des placards informant ses ouvriers et ses employés de leur devoir de neutralité. Par-là il montre qu'il a tranché une autre question importante: fallait-il maintenir le feu dans les hauts-fourneaux? Les usines sidérurgiques de l'ARBED – car Mayrisch ne peut pas décider pour les établissements allemands d'Esch et de Differdange – doivent-elles continuer à tourner ou faut-il, au contraire, les arrêter? Ce n'est pas une question rhétorique, car l'usine de Rodange appartenant à la S.A. d'Ougrée-Marihay chômera pendant toute la durée de la guerre.

L'homme à travers
son image mortuaire



L'option de Mayrisch de maintenir les usines de l'ARBED en marche est évidemment dans l'intérêt des ouvriers et du pays. Une fermeture aurait entraîné un chômage massif très préjudiciable à de larges couches de la population. L'option est encore dans l'intérêt de l'ARBED et de l'Allemagne. Certes, par devoir de neutralité, l'ARBED ne fabriquera pas de matériel de guerre, mais elle livrera à l'Allemagne des produits servant à la fabrication d'armes. Comment l'empêcher sinon en fermant les usines, ce dont personne ne veut. Quand les Alliés commencent à bombarder les usines au Luxembourg, Mayrisch intervient par l'intermédiaire de Gaston Barbanson (membre du conseil d'administration de l'ARBED et cousin du Premier ministre de Belgique, le baron Broqueville) auprès des Alliés pour qu'ils se contentent de bombarder les usines allemandes au Luxembourg en épargnant celles de l'ARBED. Sans succès!

La guerre met Mayrisch à rude épreuve. Trois grandes tâches l'attendent: assurer l'approvisionnement de ses usines en charbon, trouver des wagons de chemin de fer et ravitailler ses ouvriers. Il fait de fréquents voyages dans la Ruhr mais aussi à Berlin où se trouvent les décideurs aux Affaires étrangères et au ministère de la Guerre. Ses bonnes relations avec le patronat allemand servent le pays. Aidé par Aloyse Meyer, il assure le ravitaillement de ses ouvriers par des achats directs de

vivres en Allemagne sans passer par la Centrale d'achat du Gouvernement luxembourgeois. Si cette façon d'agir provoque quelques grincements de dents, elle montre la puissance de l'ARBED et surtout les capacités de Mayrisch à concevoir et à agir sur le plan international. Elle illustre aussi la sollicitude du patron pour ses ouvriers. Calculs économiques, considérations politiques, égards sociaux et sentiments humanitaires forment chez Mayrisch un enchevêtrement inextricable. Cet homme est à prendre ou à laisser tel quel, dans sa totalité.

Un homme de sa stature ne pouvait pas ne pas penser à l'avenir de sa société étroitement lié au sort du pays. En tant que Luxembourgeois, il se place entre les belligérants, « zwischen den Fronten » selon un mot de Nikolaus Welter. En homme responsable et prévoyant, il se doit d'envisager toutes les éventualités.

Si l'Allemagne l'emporte et on pouvait le croire jusqu'en novembre-décembre 1914 ou que la guerre se termine par une paix blanche – Pétain y a cru jusqu'en juillet 1918 – le Luxembourg restera dans la sphère d'influence allemande et risquera même d'être annexé. L'ARBED n'y perdra rien. Mayrisch possède la confiance des milieux économiques et politiques allemands.

Homme prudent, Mayrisch se garde de mettre tous ses œufs dans le même panier. C'est pourquoi il essaye de nouer des contacts du côté français, car dès la fin de 1914 on ne peut plus exclure une victoire des Alliés. Deux difficultés se présentent. L'occupation allemande a réduit quasiment à zéro les possibilités de contact avec

la France. Il faut une autorisation allemande pour aller en Suisse à partir de laquelle on peut agir. Seconde difficulté : qui contacter dans la France en guerre ? Les maîtres de forges français sont sur leurs gardes. Ce sont les relations littéraires d'Aline Mayrisch qui offrent la solution. Elle avait rencontré avant la guerre l'écrivain français d'origine alsacienne Jean Schlumberger. Or celui-ci, engagé volontaire dans l'armée française, faisait partie en 1917 d'une équipe du Deuxième Bureau, chargée de collecter des informations sur l'état de l'Allemagne. C'est à Neuchâtel où Schlumberger s'était rendu en secret qu'il rencontre Mayrisch qui lui remet « une documentation... précieuse » sur la production de guerre allemande. Fin 1918, Schlumberger rejoindra le quartier général du maréchal Foch à Luxembourg et retrouvera les Mayrisch.

Jean Schlumberger
(1877-1968)



Les contacts d'Émile Mayrisch du côté français sont dans l'intérêt de l'ARBED et du pays et semblent naturels aux Luxembourgeois. Un chercheur allemand (1985) a cru pouvoir les qualifier de haute trahison (*Landes- und Hochverrat*), montrant une fois de plus combien l'étranger a du mal à comprendre les particularités de la situation luxembourgeoise.

La personne de Mayrisch intéresse de près les milieux politiques en France parce qu'il est un homme d'influence. Un rapport (27 octobre 1916) à Aristide Briand, Président du Conseil, en fait le portrait suivant: « L'homme actuellement le plus puissant du pays, c'est M. Mayrisch, directeur général de l'ARBED, homme intelligent et aimable, mais ne reculant devant rien et voulant être le maître absolu. Il est secondé par sa femme qui est également très intelligente et très ambitieuse. » Mayrisch a eu raison d'entrer en contact avec les services de renseignements français, car certains rapports émanant de sources partisans ont essayé de le présenter comme germanophile.

Les grandes restructurations

Les lendemains de l'armistice (11 novembre 1918) sont difficiles pour le Grand-Duché. On laissera de côté les questions de politique intérieure dans lesquelles, à l'encontre des années d'avant 1918, Mayrisch n'intervient pas. Il a d'autres chats à fouetter. Les Alliés poussent le Luxembourg à sortir du *Zollverein*. La sidérurgie risque de perdre son principal marché et son accès direct au charbon de la Ruhr. Quel sera l'avenir du bassin du Sud-Ouest? Le Luxembourg sera-t-il séparé par une frontière économique de la Lorraine qui fait retour à la France et de la Sarre que la France cherche à détacher de l'Allemagne?

Dès le 6 octobre 1917, le Gouvernement avait mis en place une Commission pour l'étude des problèmes d'après-guerre. C'est cette commission qui doit conseiller les autorités politiques et faire des propositions sur la future orientation économique du pays. Joseph Steichen, commissaire du Gouvernement près de la Banque internationale, en est le président mais c'est Mayrisch qui en est la cheville ouvrière, l'animateur. Il fait partie de toutes les sous-commissions importantes. En tant que directeur général de l'ARBED il est le meilleur fournisseur de statistiques et de rapports sur la base desquels la commission travaille. Il met le statisticien-expert de l'ARBED au service de la commission.

Mettre fin à soixante-seize années d'union économique avec l'Allemagne n'est pas une mince affaire. Pour la nouvelle orientation le choix est limité (la France ou la Belgique) mais en apparence facile: les intérêts de la sidérurgie et de l'agriculture pointent en direction de la France. Le marché français est plus intéressant pour la sidérurgie luxembourgeoise que le marché belge. Mayrisch raisonne cependant de façon plus globale, en termes géopolitiques. La France est en position de force, elle sera la maîtresse du jeu. C'est elle qui pourra imposer l'échange des marks, le paiement de réparations et l'accès au charbon de la Ruhr. L'orientation francophile de son épouse est évidente, mais elle ne pouvait être qu'une force d'appoint. Les choix se feront sur la base de calculs économiques et tant mieux si les intérêts du pays coïncident avec ceux de l'ARBED.

Gaston Barbanson
(1876-1946), nommé
président du Conseil
d'administration
de l'ARBED en janvier
1919 plaide pour
une solution belge
de la question
du Luxembourg
et par là s'oppose
à Mayrisch

L'orientation économique vers la France se heurte aux aspirations de la Belgique qui recherche une union aussi étroite que possible avec le Luxembourg. La gamme des solutions va de l'annexion (après consultation des Luxembourgeois) à l'union économique en passant par l'union personnelle. L'option de Mayrisch en faveur de la France le met en opposition avec Gaston Barbanson, devenu président du conseil d'administration de l'ARBED à la fin de la guerre et farouche défenseur d'une solution belge pour la question du Luxembourg.

Très rapidement Émile Mayrisch et Émile Reuter, président du Gouvernement, sentent les réticences de la France. Non que celle-ci se désintéresse du Luxembourg, mais elle a pris des engagements face à la Belgique: elle lui a donné acte le 9 juin

1917 de ce que le Luxembourg n'est pas un de ses buts de guerre. La Belgique en conclut qu'elle a les mains libres au Luxembourg pour se rendre compte au lendemain de l'armistice que tel n'est pas le cas. Le désistement de la France est secret et la Belgique ne pourra pas en faire état aux yeux des Luxembourgeois. La France a l'intention de ne le rendre public qu'après avoir obtenu des concessions de la part de la Belgique (p.ex. convention militaire, contrôle du réseau ferroviaire Guillaume-Luxembourg). L'engagement de 1917 est toutefois devenu un secret de polichinelle, car la diplomatie belge a tout intérêt à ce que les décideurs luxembourgeois, Mayrisch en tête, en prennent connaissance en catimini.



Un jeu subtil de poker menteur s'engage entre la France, la Belgique et le Luxembourg dans lequel aucun des trois joueurs ne

Kraizbiërg, domaine
des Mayrisch
à Dudelange;
Gide y séjournera
trois fois en 1919

respecte les règles du jeu. Tant que la France n'a pas abattu sa carte luxembourgeoise, le Luxembourg espère pouvoir la faire changer d'avis. Comment y parvenir?

Le Gouvernement propose de soumettre la question de l'union économique à un référendum, tout comme il avait déjà décidé de le faire pour la question politique (maintien de la monarchie ou introduction de la république). Tout laisse prévoir une nette majorité pour l'union économique avec la France. L'espoir des partisans du référendum est qu'une majorité massive sortira la France de sa réserve et la fera revenir sur son engagement de 1917. La Belgique n'a rien à gagner et tout à perdre dans un référendum. Elle veut obtenir l'union avec le Luxembourg par la volonté des grandes puissances, par une injonction adressée au Gouvernement grand-ducal. Quand les autorités luxembourgeoises fixent la date du double référendum au 4 mai 1919, la diplomatie belge panique. Elle intervient auprès des Quatre Grands (Clemenceau, Lloyd George, Wilson, Orlando) et obtient le report des référendums jusqu'après la signature du traité de paix. Les Luxembourgeois répliquent par une grande manifestation patriotique (27 avril 1919) qui prend une tournure antibelge.



Buste d'André Gide
(1869-1951), familier
de Colpach, par Théo
van Rysselberghe

Émile Mayrisch est dépité par le report du référendum économique, car il tient à l'union économique avec la France. Cherchant à contrecarrer les plans de la Belgique il recourt au réseau littéraire de sa femme. Avec la fin de la guerre celle-ci a repris ses contacts avec André Gide. Il viendra trois fois à Dudelange en 1919, en janvier, avril et juillet-septembre. C'est le deuxième séjour qui coïncide avec le report du référendum. Gide connaît bien Auguste Bréal, critique d'art et employé de la *Maison de la Presse*, organe de propagande créé en 1915 par le ministère des Affaires étrangères à l'instigation de Philippe Berthelot, directeur des affaires politiques. Ce dernier suit de près au Quai d'Orsay la question du Luxembourg et freine les agissements des frères Cambon, Jules et Paul, qui appuient les thèses belges sur le Luxembourg.

Dans une lettre datée de Dudelange (22 avril 1919) Gide explique à Bréal la situation au Luxembourg et lui expose les préférences de ses habitants pour « le rattachement économique » à la France, préférences que l'action de la Belgique risque

de neutraliser. L'idée est de sensibiliser l'opinion publique en France à l'enjeu qu'est le Luxembourg et d'influencer les décideurs. Gide suggère à Bréal de mettre à contribution l'influent journal *Le Temps* (comparable au *Monde* d'aujourd'hui).

Dans une seconde lettre (datée du 23 avril 1919) à l'écrivain Edmond Jaloux, également employé de la *Maison de la Presse*, il propose que cette dernière envoie à Luxembourg un correspondant accompagné d'un photographe pour couvrir la manifestation de protestation du 27 avril.

Les deux lettres de Gide ne seront pas suivies d'effet. À Paris la question luxembourgeoise est considérée comme très délicate car susceptible de brouiller la France et la Belgique. Berthelot souhaite que la presse s'en occupe le moins possible. Le président du Conseil, Georges Clemenceau, bloque la question au plus haut niveau.

Dans ses deux lettres Gide fait une excellente analyse et fournit des données chiffrées qui viennent évidemment d'Émile Mayrisch. Celui-ci prédit 80% des suffrages pour l'union économique avec la France. Au référendum qui aura finalement lieu le 28 septembre 1919, 73% des votants se prononcent pour la France. Si Mayrisch a jubilé, il l'a fait trop tôt. Le Gouvernement français ne sort pas de sa réserve. Il a les coudées franches, car les affaires du Luxembourg ne passionnent pas l'opinion publique en France.

En de difficiles négociations secrètes, la France et la Belgique trouvent finalement un accord: les deux pays se partageront le réseau ferroviaire Guillaume-Luxembourg et concluront un accord militaire (7 septembre 1920) moyennant quoi la France informe le Luxembourg le 10 mai 1920 qu'elle décline son offre.



Mayrisch avec
les membres du «Iron
and Steel Institute»
de Londres devant
l'Institut Émile Metz
(1921)

Un moment de détente
pour Émile Mayrisch.

Le Luxembourg est donc obligé de se tourner vers la Belgique pour négocier une union économique, finalement signée le 25 juillet 1921. Mayrisch n'a donc pas su faire prévaloir son point de vue à Paris, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé. Après le référendum économique il est encore intervenu à plusieurs reprises à Paris, notamment auprès de Jacques Seydoux, directeur des Services commerciaux au Quai d'Orsay et... cousin de Schlumberger. On tombe une fois de plus sur le réseau littéraire d'Aline Mayrisch.



En 1919, Émile Mayrisch a encore d'autres défis à relever. À travers le Traité de Versailles (28 juin 1919) la France poursuit un grand projet sidérurgique : en réintégrant la Lorraine annexée, en séparant la Sarre de l'Allemagne et en faisant sortir le Luxembourg du *Zollverein*, la France prive l'Allemagne de toutes ses ressources en minerai de fer et affaiblit considérablement sa production sidérurgique. Désormais, le bassin de la Ruhr est séparé du bassin du Sud-Ouest par une frontière douanière.

Les maîtres de forges allemands se voient obligés de revoir leurs plans. Leur usines en Lorraine sont mises sous séquestre par les autorités françaises. Celles du Luxembourg échappent de justesse à ce sort, mais perdent beaucoup de leur intérêt pour les capitalistes d'outre-Rhin. Mayrisch saisit l'occasion. Avec l'aide de Barbanson qui amène la Banque de Bruxelles, il contacte le maître de forges français Eugène Schneider (Creusot). Ensemble ils décident d'acquérir à un prix intéressant les usines de *Gelsenkirchen A.G.* situées à Esch, Audun-le-Tiche et Aix-la-Chapelle. Deux sociétés sont créées à cet effet en décembre 1919, la « Société Métallurgique des Terres Rouges » et la « Société Minière des Terres Rouges ». (En 1926, par une convention de Communauté d'intérêts, l'ARBED devient propriétaire de la « Métallurgique Terres Rouges »).

Le rachat des usines allemandes par le consortium « Terres Rouges » provoque d'après débats au Luxembourg. Le parti socialiste et les syndicats plaident pour une solution luxembourgeoise, c'est-à-dire « l'étatisation » des usines allemandes,



Un menu d'anniversaire



solution que Mayrisch rejette évidemment et qui n'était sans doute pas réalisable dans les circonstances du moment. Mayrisch part de la tranquille conviction que ce qui est bon pour l'ARBED est *ipso facto* bon pour le pays. Le Gouvernement Reuter n'est pas loin de partager cette vue.



En 1919, Émile Mayrisch agit avec détermination en grand capitaine d'industrie, préoccupé avant tout par l'avenir de son entreprise. Mais à aucun moment il n'est le patron étroit qui ferait fi du reste. Face aux grands changements qu'il entrevoit il affirme son attachement au pays : « ... notre première tâche consistera à affirmer notre indépendance, à la fois politique et économique. Nous avons le devoir de revendiquer le droit de gérer nous-mêmes nos affaires sur ce double domaine... Il va de soi, au surplus, que le futur traité devra sauvegarder, en même temps que notre indépendance politique, notre autonomie économique dans la mesure du possible » (19 octobre 1918). L'allusion à l'autonomie économique veut dire que le Luxembourg aimerait choisir librement son partenaire économique. Hélas ! le petit État est rarement libre de ses choix, comme les Luxembourgeois l'ont appris en 1919 quand ils ont choisi la France et obtenu la Belgique.

Émile Mayrisch prend à cœur la situation des ouvriers, toujours selon les conceptions paternalistes de l'époque. Il est convaincu que le bien-être des ouvriers est aussi dans l'intérêt du patron. Face à la menace de chômage en cas d'interruption des livraisons de charbon, « la société [l'ARBED] a pris les dispositions nécessaires pour occuper le personnel pendant un certain temps ». En ce qui concerne les petites exploitations minières il conseille à l'État d'intervenir par des avances sur les salaires. « Il s'agirait pour l'État d'exercer dans l'intérêt des ouvriers une sorte de douce pression sur les patrons afin de les engager à ne pas renvoyer leur personnel » (2 novembre 1918).

Il est également intéressant de voir l'homme de la grande industrie plaider pour un meilleur équilibre social qu'il croit possible à travers l'électrification du pays : « la distribution de la force motrice à domicile fournira aux métiers et à la petite industrie le moyen de produire à bon marché et fera même surgir, vraisemblablement, des formes nouvelles de petite industrie, ce qui, au point de vue social, aurait pour résultat heureux de contrebalancer et d'atténuer les effets souvent funestes de la concentration excessive de l'industrie » (11 septembre 1919).

L'enjeu du rapprochement franco-allemand

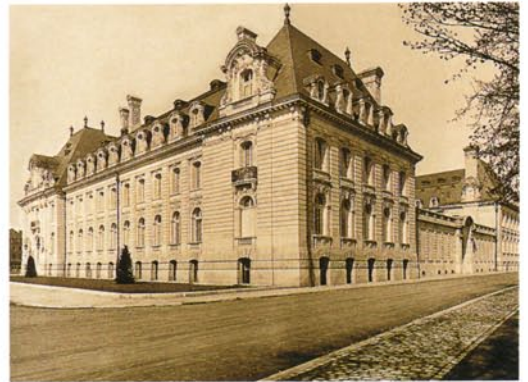
Il est intéressant d'analyser la situation de Mayrisch au lendemain de la guerre, en 1920-1921, au moment où le Traité de Versailles commence à produire ses effets et où l'UEBL (Union économique belgo-luxembourgeoise) est négociée et finalisée.

Il est à la tête d'un empire sidérurgique, car depuis sa participation à la « Minière » et à la « Métallurgique Terres Rouges » (décembre 1919) l'ARBED a considérablement augmenté ses capacités de production. En 1920, il prend le titre de président de la direction de l'ARBED. Il a d'excellentes relations avec les patrons de la sidérurgie allemande (p.ex. Stinnes, Thyssen, Poensgen) et commence à faire une percée dans les mêmes milieux en France grâce à Schneider.

Si l'homme est impressionnant, l'outil qu'il dirige présente quelques faiblesses. L'ARBED avant 1914 était intégrée dans le marché allemand qui absorbait la majeure partie de sa production et lui assurait le libre accès au charbon de la Ruhr. Le Traité de Versailles et l'UEBL ont démantelé ce bel ensemble. Les usines de l'ARBED se répartissent désormais sur trois régimes douaniers et monétaires : celles situées au Luxembourg font partie du régime belge, celles sises en Lorraine et dans la Sarre relèvent du régime français (retour de la Lorraine à la France, la Sarre rattachée au régime douanier et monétaire de la France) et celles placées en Rhénanie, du régime allemand.

C'est la nouvelle frontière douanière avec l'Allemagne qui pose le plus de problèmes à l'ARBED puisqu'elle risque de lui faire perdre le marché allemand. Certes, elle dispose d'un délai de grâce, car le Traité de Versailles prévoit que jusqu'au 10 janvier 1925 les produits luxembourgeois pourront entrer librement en Allemagne

Le siège central
de l'ARBED que Mayrisch
fait construire au début
des années 1920



Le bureau de Mayrisch
à l'ARBED

selon les volumes d'avant-guerre. Mayrisch va mettre à profit ce délai pour trouver une solution. Il lui faut absolument empêcher l'ARBED de se trouver coincée entre l'enclume et le marteau, entre l'Allemagne et la France. Toutes les tensions et frictions franco-allemandes auront des effets négatifs sur la sidérurgie luxembourgeoise. Mayrisch est donc condamné à œuvrer pour un rapprochement franco-allemand, dans l'intérêt de l'ARBED, du Luxembourg et de l'Europe. Pour y arriver il pourra utiliser le vaste réseau de ses relations économiques et politiques. La guerre l'a même convaincu que le réseau littéraire de sa femme n'est pas sans intérêt, loin de là.

En 1917, les Mayrisch avaient acquis le château de Colpach qu'ils vont aménager. En 1919, Gide est encore allé à Dudelange, mais à partir de 1920 les hôtes sont reçus

à Colpach. On sent qu'avec l'appui de son mari Aline Mayrisch peut passer à une vitesse supérieure. Désormais elle mélangera les écrivains et les hommes de lettres aux industriels et hommes politiques. En vue du but à atteindre les Mayrisch veillent à maintenir un équilibre entre invités allemands et français.



Le château de Colpach,
lieu de rencontre
international dans
les années 1920

Colpach va devenir un lieu de rencontre qui aura jusqu'à la mort de Mayrisch (1928) un rayonnement européen. Ce salon politico-littéraire acquerra une aura qui éblouit les écrivains, philosophes et professeurs d'université qui le fréquentent. Citons Paul Claudel, Jean-Paulhan, Jules Romain, Jean Guéhenno, Annette Kolb, Hermann von Keyserling, Karl

Jaspers, Bernard Groethuysen, Ernst Robert Curtius, Marie Delcourt et Friedrich Gundolf. On pourrait considérablement allonger la liste, sans oublier ceux d'avant 1914, Gide, Rivière et Schlumberger. Ces hommes sont frappés par les industriels qu'ils y côtoient, notamment par le maître de maison. Écoutons Pierre Viénot sur son premier séjour à Colpach : « Une impression d'extraordinaire puissance se dégage de la fréquentation de ces gens... Ce sont des féodaux plus formidables que n'importe quels seigneurs du Moyen Âge » (18 septembre 1923). Les hommes politiques sont moins nombreux car plus difficiles à mobiliser pour des rencontres littéraires. Citons Walter Rathenau, Henri de Man figure de proue du socialisme belge pendant l'entre-deux-guerres et qui dérapera en 1940, Richard Coudenhove-Kalergi, à la croisée de la diplomatie et du grand journalisme.



« Pomone », sculpture
d'A. Maillol,
parc de Colpach



« Le centaure mourant »,
sculpture d'A. Bourdelle,
parc de Colpach

Bien sûr tous ces hommes ne seront pas mis à contribution par Émile Mayrisch. Loin de là. Mais il y a là un vivier dans lequel il pourra puiser. Il s'en servira pour former le Comité franco-allemand en 1926. En attendant Mayrisch doit affronter une situation extrêmement complexe qui exige tout son savoir-faire.

La France pense pouvoir se servir du Traité de Versailles pour réaliser son grand projet sidérurgique susceptible de la mettre à égalité avec l'Allemagne. Les mines de fer du plateau de Briey et le retour de celles de la Lorraine annexée font de la France le plus grand producteur de minerai. L'Allemagne, en revanche, perd ses approvisionnements lorrains et luxembourgeois. Le but de la France est d'imposer à l'Allemagne l'échange minerai-charbon. La maîtrise du minerai assurerait l'approvisionnement en combustible.

Ce calcul ne se réalisera pas. Les maîtres de forges allemands qui perdent leurs usines en Lorraine, se débarrassent également de celles sises au Luxembourg. Par de nouvelles constructions dans la Ruhr ils compensent les pertes de production et vont chercher leur minerai non dans les mines de la Lorraine et du Luxembourg mais dans celles autrement plus riches de la Suède et de l'Espagne. Les Allemands ne seront pas les demandeurs auxquels les Français s'attendaient. Les tensions franco-allemandes vont monter et atteindre leur paroxysme avec l'occupation de la Ruhr par Poincaré (janvier 1923). L'ARBED et avec elle le Grand-Duché ont tout à perdre dans cet affrontement franco-allemand, car ils en feront nécessairement les frais. En août 1923, le nouveau chancelier Stresemann met fin à la résistance passive

André Gide
et Bernard Groethuysen
à Colpach



mais la chute du franc crée de nouveaux problèmes à la France. Des deux côtés on sent la nécessité de jeter du lest. Le remplacement de Poincaré par Herriot (juin 1924) et le cabinet Briand (1925-26) détendent l'atmosphère. En octobre 1924, la France et l'Allemagne commencent à négocier un traité de commerce qui ailleurs n'aboutira pas. Le Traité de Locarno (octobre 1925) assainit l'atmosphère. Mayrisch qui était à l'affût sent que son heure a sonné. Le 29 mai 1926, est créé le « Comité franco-allemand d'études et de documentation » (*Deutsch-Französische Studienkomitee*) et le 30 septembre 1926 ce sera le tour de l'« Entente internationale de l'acier » (EIA). Les deux organismes sont constitués à Luxembourg et Mayrisch en assure la présidence, hommage éclatant à ses talents de négociateur et à sa ténacité.

L'artisan du rapprochement franco-allemand

Revenons maintenant en arrière pour voir comment Mayrisch a manœuvré pour arriver à ses fins et comment il a su utiliser une fois de plus les relations littéraires de sa femme.

Il lui importe avant tout d'empêcher que l'ARBED ne soit étouffée dans ce genre de guerre froide sidérurgique (l'expression est de J. Bariéty) que la France et l'Allemagne se livrent au début des années 1920. À la rigueur – et il y a pensé – Mayrisch aurait pu se contenter d'un accord avec les maîtres de forges allemands, plus ou moins prêts à accorder au Luxembourg un traitement de faveur. Il se méfie des solutions de facilité et sait les intérêts de son entreprise mais aussi ceux du Luxembourg mieux défendus dans un arrangement global. Il vise plus haut encore en



Direction générale
de l'ARBED et de COLUMETA
(1923)

recherchant un rapprochement franco-allemand en profondeur par un changement des mentalités. C'est la condition *sine qua non* de la paix, c'est la voie ouverte à une unification de l'Europe.

Des écrivains qui gravitent autour de Colpach trois seront plus particulièrement mis à contribution d'un point de vue politique : Gide, Rivière et Schlumberger. Ces hommes jouent un rôle de premier plan dans *La Nouvelle Revue Française* (NRF) dont Rivière est devenu le directeur. Les Mayrisch arrivent à convaincre ces trois écrivains d'accorder une large place à une meilleure connaissance de l'Allemagne et d'y introduire à côté des études littéraires, une certaine dose de réflexion politique. Dès 1922, Madame Mayrisch fournit sous le pseudonyme d'Alain Desportes cinq contributions d'inspiration littéraire. Trois articles sont en 1920 consacrés à Rathenau et préparent pour ainsi dire la rencontre de Gide avec l'industriel et homme politique allemand (23-24 septembre 1920). Le professeur allemand E.R. Curtius que Madame Mayrisch a fait connaître à Gide, devient également un collaborateur de la NRF hautement apprécié de Gide.

Ernst Robert Curtius
(1886-1956),
grand spécialiste de
la littérature française
en Allemagne, est
un hôte fréquent
à Colpach



On sent derrière tout cela la main de Mayrisch. Il suffit qu'à partir du tournant 1924-1925 les tensions franco-allemandes baissent pour que la question des relations entre les deux pays cesse de préoccuper la NRF. La mort de Rivière en 1925 y est, sans doute, aussi pour quelque chose.



Jacques Rivière
(1886-1925)

En 1922, Émile Mayrisch acquiert la majorité des actions d'une société possédant le journal libéral *Luxemburger Zeitung*. Cette feuille qui avait un grand passé était sur le déclin. Mayrisch espérait en faire, selon le mot de son épouse, « un organe européen de premier ordre ». Il demande aux écrivains du réseau de relever le niveau du journal par leurs contributions. C'est Jacques Rivière qui s'engage le plus en fournissant une rubrique mensuelle d'ailleurs plus politique que littéraire. Il y critique la politique de force de Poincaré et plaide pour un compromis franco-allemand. Quand le Gouvernement allemand dirigé par Stresemann est obligé d'arrêter sa politique de résistance passive et que Poincaré semble l'emporter, Mayrisch enjoint à Rivière d'arrêter sa campagne. Les scrupules des intellectuels doivent céder devant les calculs du « patron ». Le professeur E.R. Curtius publie également des articles favorables à une entente franco-allemande tandis que les contributions de Marie Delcourt et d'Annette Kolb restent de nature littéraire.

Dans la *Luxemburger Zeitung*, des signatures prestigieuses voisinent avec des articles à la clochemerle en un mélange hybride. Les élites visées en Allemagne, Belgique et France ne sont guère touchées, car le journal ne passe pas la frontière, tandis que le public luxembourgeois intéressé par les perspectives européennes est trop restreint. Dans cette affaire, le jugement de Mayrisch a été pris en défaut. Il se désintéressera rapidement de ce journal qui continue à végéter. Les articles de Rivière et consorts, en revanche, font la joie des critiques littéraires de nos jours.

La rencontre entre Gide et Rathenau à Colpach (23-24 septembre 1920) n'a pas été non plus un succès. Gide n'a pas apprécié la familiarité de son interlocuteur et leur rencontre restera sans suite. Dans cette affaire Mayrisch n'avait pas besoin de Gide car il connaissait Rathenau de longue date. Les sociétés que président ces deux hommes ont des intérêts communs dans « Felten et Guillaume S.A. ». L'assassinat de Rathenau (24 juin 1922) empêche Mayrisch d'utiliser ses fonctions ministérielles (Reconstruction, Affaires étrangères) pour rapprocher les points de vue allemand et français.



Walter Rathenau
(1867-1922) rencontre
Gide à Colpach
(septembre 1920)

La conférence de Gênes (avril-mai 1922), réunie par la Société des Nations pour mettre en place un nouvel ordre économique européen, révèle l'ambition de Mayrisch de se profiler sur le plan international. Il convainc le président du Gouvernement luxembourgeois Émile Reuter de l'inclure dans la délégation grand-ducale. Hélas! la conférence ne donne aucun résultat tangible.

Ce n'est qu'avec la détente franco-allemande de 1924 que l'horizon s'éclaircit pour les projets de Mayrisch. La nature des négociations menant à l'Entente internationale de l'acier (EIA) rend superflu tout recours au réseau littéraire. L'idée d'un cartel international vient du magnat de l'acier Fritz Thyssen qui avait d'abord créé un cartel allemand (*Rohstahlgemeinschaft*). Il rédige un premier plan en décembre 1925. Il a cependant besoin de l'ARBED ainsi que des relations et du savoir-faire diplomatique de son patron (« für deren gute Dienste bei der Verständigung mit den anderen Nationen für uns zu gewinnen »). C'est Mayrisch qui mène les négociations à Luxembourg (janvier-septembre 1926), c'est lui qui arrive à convaincre les partenaires belges et français qui font des difficultés de dernière minute. L'EIA est un cartel qui établit des quotas pour la production sidérurgique: Allemagne

Émile Mayrisch
à la Conférence
Internationale
de Gênes en 1922



(40,45%), France (31,89%), Belgique (12,57%), Luxembourg (8,55%) et Sarre (6,54%). L'historien J. Bariéty a attribué à Mayrisch un « rôle personnel irremplaçable » dans la formation de l'EIA.

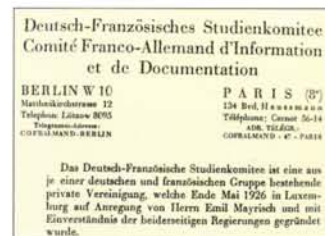
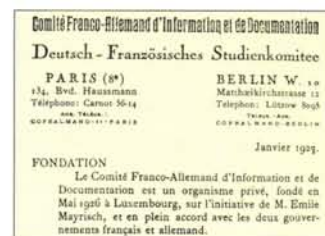
Si Mayrisch avait voulu limiter ses vues aux seuls intérêts de l'ARBED, il aurait pu en rester là. Le Luxembourg avait obtenu ses quotas dans la production d'acier ainsi que dans l'exportation de son acier vers l'Allemagne. Mais Mayrisch voit plus loin. Il faut consolider l'acquis économique en agissant sur d'autres plans. La dimension directement politique lui échappe, car elle relève des Affaires étrangères. À Thoiry (17 septembre 1926) Briand et Stresemann se rencontrent pour débayer le terrain. Mayrisch peut, en revanche, agir sur le plan de la société civile.

Il a compris que le principal obstacle à un rapprochement franco-allemand en profondeur est la grande méfiance qui règne des deux côtés du Rhin. Pour la vaincre il recourt aux services de Pierre Viénot. Ce dernier faisait partie d'un groupe d'experts réunis autour de la personne du maréchal Lyautey. C'est par Paul Desjardins, organisateur des décades de Pontigny, qu'il entre en contact avec Aline Mayrisch (1923). Il est ébloui par son mari qui l'apprécie en retour. Viénot arrive à nouer toute une série de contacts avec des intellectuels allemands (groupe de l'Université de Heidelberg, *Europäischer Kulturbund*). En 1925, il publie dans quelques revues prestigieuses (*Revue de Genève*, *Revue européenne*) ses idées sur les relations franco-allemandes. Ses vues se recoupent avec celles du publiciste Wladimir d'Ormesson qui est actif sur le même terrain. Le 1^{er} août 1925 il lance dans un journal catholique allemand *Germania* l'idée d'un comité d'action qui travaillerait conjointement en



Pierre Viénot
(1897-1944)

Allemagne et en France. Mayrisch lui demande d'établir un avant-projet, ce qu'il fait après avoir consulté d'Ormesson et Schlumberger. Il propose de créer un « Comité franco-allemand d'Information et de Documentation » (*Deutsch-Französisches Studienkomitee*) qui comprendra deux sections, une française et une allemande. En feront partie des personnalités de premier plan ayant de l'influence dans leur milieu professionnel et prêtes à œuvrer dans le sens d'un rapprochement franco-allemand. Sont particulièrement visés des hauts fonctionnaires, des industriels, des banquiers, des commerçants internationaux, des publicistes, des écrivains, des professeurs d'université et des membres des professions libérales.



L'activité principale du Comité franco-allemand doit s'orienter en direction de l'opinion publique des deux pays. Deux bureaux d'information seront établis, l'un à Paris et l'autre à Berlin. Leur tâche consiste à redresser les informations fausses ou tendancieuses paraissant sur l'autre dans l'un des deux pays. Le bureau de Paris sera dirigé par un Allemand, Gustave Krukenberg, et celui de Berlin par un Français, Pierre Viénot.

Le Comité franco-allemand est formellement créé à Luxembourg le 29 mai 1926. Une cinquantaine de personnalités, également réparties entre les deux pays, forment le Comité. Celui-ci est une organisation privée, mais les gouvernements suivent attentivement sa formation et son fonctionnement. Le Comité siège périodiquement à Berlin, Paris et Luxembourg. Mayrisch s'engage à fond dans les travaux du Comité et pour cela réduit ses activités à l'ARBED. Lors de la réunion plénière à

Luxembourg (12-13 décembre 1927) c'est lui qui fait l'exposé de base (les répercussions politiques de la coopération économique).

Émile Mayrisch qui n'était guère porté sur l'écriture prend la plume pour défendre ses idées. En décembre 1927, il publie dans la revue *L'Europe nouvelle*, éditée par Louise Weiss, un article intitulé « Les ententes économiques internationales et la paix ». En tant qu'industriel il garde toujours le sens des réalités.

Sur la route de Paris
l'accident mortel près
de Châlon-sur-Marne
(5 mars 1928)

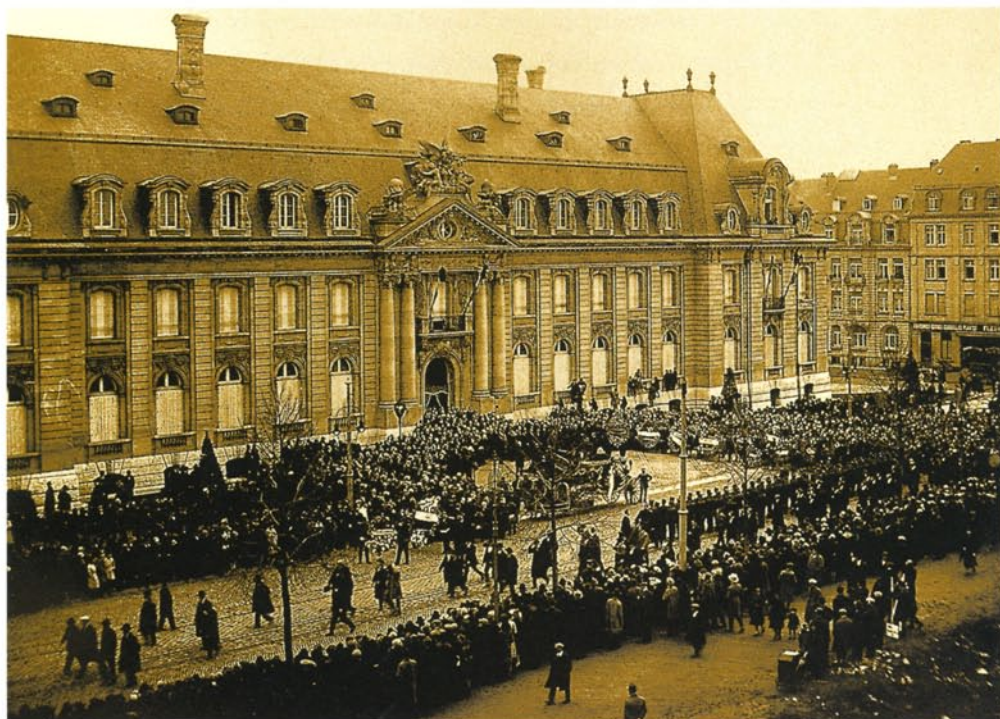


Quand Edgar Rubarth défend l'idée d'une union douanière européenne, il émet des réserves : « toute tentative mérite d'être encouragée à condition toutefois qu'elle porte en elle-même un germe, quelque insignifiant soit-il, de succès et non un risque d'échec aggravant une situation déjà grave. » Il se méfiait des projets grandioses, des initiatives prématurées et des rêveurs.



Félix, Prince consort,
devant le cercueil
de Mayrisch

Des deux créations de Mayrisch, l'EIA et le Comité franco-allemand, la seconde est plus étroitement liée à sa personne. C'est donc le Comité qui pâtira le plus de sa mort (5 mars 1928). En dernière analyse le sort de l'une et de l'autre dépend de l'évolution de la situation générale. Or celle-ci n'est pas favorable. En 1929, la grande crise éclate et avec elle on assiste à un retour du protectionnisme et du nationalisme. La méfiance s'installe de nouveau. Le NSDAP remporte des succès électoraux et le 30 janvier 1933 Hitler est porté au pouvoir. À partir de cette date il n'y a plus d'avenir pour un véritable rapprochement franco-allemand tel que Mayrisch



Des funérailles
« nationales » pour
Mayrisch

l'avait souhaité. C'est une évidence pour l'historien avec son regard rétrospectif mais pas forcément pour les contemporains pour qui l'avenir paraissait ouvert.

Le Comité franco-allemand est ébranlé par de vives dissensions entre les membres français, notamment entre l'ambassadeur Charles Laurent et Pierre Viénot. Celui-ci rentre à Paris en 1930 pour se lancer dans la politique française. Le Comité végète

jusqu'à la fin de 1938. Aline Mayrisch et Pierre Viénot tout en restant membres prennent leur distance. Mayrisch vivant, les forces centrifuges auraient été peut-être contenues davantage. Le Comité aurait-il pour autant mieux réussi? Ce n'est pas évident.

Une des raisons de l'échec relatif réside dans les structures mêmes du Comité. C'est avant tout un club de notables à l'intérieur duquel on discute et échange des idées. À aucun moment il n'a réussi à devenir un groupe de pression, capable d'influencer les milieux politiques.

Stèle érigée en 1938
à la mémoire d'Émile
Mayrisch sur les lieux
de l'accident

La raison profonde de l'échec réside pourtant ailleurs. La mission du Comité franco-allemand était une mission impossible. Pour réussir il aurait dû renverser un puissant courant allant vers davantage de nationalisme. S'ils avaient vécu, Stresemann († 1929) et Briand († 1932) n'auraient sans doute pu y changer grand-chose. De petits groupes très actifs, même très motivés, ne sont efficaces que s'ils vont dans le sens de la tendance qu'ils peuvent renforcer et accélérer. Ils ne peuvent par eux-mêmes ni créer un courant ni inverser un courant existant. Les limites tracées à la propagande sont plus étroites qu'on ne le pense communément. Jean Monnet sera confronté à un problème analogue quand il crée en 1955 le «Comité d'action pour les États-Unis d'Europe». Conçu lui aussi comme un lobby, son Comité ne réussit pas non plus à remonter un courant d'opinion devenu méfiant à l'égard de solutions européennes intégrées.

Les choses se passent différemment avec l'EIA. Les participants y sont liés par d'importants intérêts communs et par des règles plus au moins contraignantes. Le régime des quotas est très rigide et nécessite plusieurs adaptations aux nécessités du moment notamment quelques élargissements. Avec la crise de 1929 les préoccupations protectionnistes se multiplient mais aussi les coups de canif dans le contrat. Le cartel survit cahin-caha jusqu'à la veille de la guerre.



L'aventure d'Émile Mayrisch se divise très clairement en deux périodes chronologiques. Jusqu'en 1918 il agit dans un cadre germano-luxembourgeois. Il est le patron d'une grande entreprise sidérurgique parfaitement intégrée dans le marché allemand. Les restructurations politiques et économiques de l'après-guerre font appel à son imagination créatrice, à son talent de négociateur

et à sa force de persuasion. Alors que jusqu'à la première guerre mondiale Mayrisch apparaît comme un industriel allemand, la fin du *Zollverein* en fait un magnat de l'acier luxembourgeois. En tant que tel, il peut se placer entre l'Allemagne et la France et jouer le rôle d'un honnête courtier.

Mayrisch est bien servi par les circonstances, car au cours des années 1920 les pouvoirs politiques laissent agir les milieux d'affaires sur le plan des relations internationales et parfois font carrément appel à eux, comme le montre le rôle des banquiers anglo-saxons dans l'application du Traité de Versailles. Pendant quelques années, l'économie l'emporte sur le politique. En 1929 encore – peu avant le krach de la Bourse – A. Briand propose à Genève de donner la priorité à l'économie pour construire les « États-Unis d'Europe ». Un an plus tard il a changé son fusil d'épaule et suggère de commencer par le politique. C'est le retour de la primauté du politique. Mayrisch n'est plus là pour défendre son œuvre. Mais qu'aurait-il pu faire contre ce renversement de tendances ?

Mayrisch était un très grand homme d'affaires. En tant que tel il s'est donné beaucoup de mal pour réduire les tensions franco-allemandes dans le domaine capital de la sidérurgie. Il aurait pu s'en tenir là comme l'ont fait les Schneider et Thyssen. Sa grandeur était de vouloir aller plus loin en s'engageant sur le plan politico-culturel. Il a compris, avant beaucoup d'autres, qu'il fallait agir sur le plan des mentalités et qu'un rapprochement franco-allemand était le préalable incontournable à l'unification de l'Europe. Dans cette tâche il a été efficacement aidé par son épouse.

Les Mayrisch ont semé, les Monnet, Schuman, Adenauer et Bech ont récolté.



Ce que Mayrisch
doit au Luxembourg
d'après J. Schlumberger

L'acuité de son observation a été favorisée par sa naissance dans un petit pays, par sa culture bilingue. Il a été de bonne heure en relations étroites avec des hommes éminents des pays voisins, et ceci l'a contraint à de perpétuelles comparaisons. Alors que le ressortissant d'une grande nation court le risque de se trouver trop à l'aise dans son milieu, d'y fréquenter trop d'esprits de même formation que la sienne et d'y perdre quelque peu la notion de la relativité des choses, Émile Mayrisch s'est trouvé forcé de s'adapter continuellement. Il savait à merveille apprécier les ressources de Berlin comme celles de Paris, goûter les deux cultures, mais il n'y était pas accoutumé au point de perdre sa fraîcheur de jugement sur le fort et le faible des hommes, sur leurs qualités profondes ou leurs petits ridicules (car il avait beaucoup d'humour).



La France honore
la mémoire
d'Émile Mayrisch
(timbre français)

La présente plaquette
a été éditée à l'occasion
de la parution
du rapport d'activité 1998
de la Banque de Luxembourg.

Elle a été rédigée par
le professeur Gilbert Trausch
auquel nous adressons
nos plus vifs remerciements.

Gilbert Trausch est Directeur
du Centre d'Études Européennes
Robert Schuman à Luxembourg
et professeur à l'Université
de Liège où il enseigne
l'histoire de l'Europe.

Nous adressons également
toute notre reconnaissance
à Marcel Schroeder pour
les reproductions qui nous
ont permis d'agrémenter
cette publication.

Conception : Attoma Design

Imprimé en Italie par Nava Web

